

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 20 janvier 2025

Quels impacts économiques de la présidence Trump sur le Brésil ?

La plupart des analystes locaux s'accordent sur des effets économiques directs limités de l'administration Trump II sur le Brésil. Cependant, les effets indirects pourraient être significatifs - notamment via les dynamiques économiques mondiales, comme l'intensification de la guerre commerciale entre les US et la Chine

Le gouvernement se fixe 25 objectifs économiques avant la fin du mandat de Lula.

Ils reposent sur trois grands piliers : la stabilité macroéconomique, l'amélioration de l'environnement des affaires et le Plan de Transformation Écologique. Selon les analystes locaux, un dialogue fluide avec le Congrès national sera crucial pour faire progresser ces propositions.

La pauvreté et l'extrême pauvreté tombent à des niveaux historiques en 2023.

Elles représentent respectivement 27,4 % et 4,4 % de la population brésilienne, en nette baisse par rapport à 2022. Ce recul résulte d'un marché du travail dynamique et de prestations sociales renforcées. Toutefois, d'importantes disparités subsistent, notamment régionales.

Graphiques de la semaine : Echanges commerciaux du Brésil avec les Etats-Unis, la Chine et l'Union Européenne.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+20%

La hausse des exportations chinoises vers le Brésil en 2024 (Comex Stat), la plus grande augmentation parmi les partenaires commerciaux de la Chine.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,6%	+2,2%	122 773
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-5,6%	-15,3%	182
Taux de change USD/BRL	-2,2%	-4,5%	5,90
Taux de change €/BRL	-0,83%	-4,0%	6,15

Note : Données du jeudi à 14h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Quels impacts économiques de la présidence Trump sur le Brésil ?

La nouvelle présidence de Donald Trump aux Etats-Unis ne devrait pas avoir des effets directs significatifs sur le Brésil. Les acteurs locaux ne s'attendent pas à un impact direct significatif sur l'économie brésilienne et soulignent que, même lorsque les politiques des deux pays ont été alignées – comme sous le gouvernement Bolsonaro et Trump entre 2018 et 2021, ou encore entre les présidences Lula et Biden depuis 2023 – les retombées économiques sont demeurées modestes.

Le solde commercial entre les deux pays est historiquement favorable aux États-Unis, avec un déficit côté brésilien. Cette situation, rare entre les grandes économies mondiales, pourrait dissuader le Président Trump d'engager une guerre commerciale contre le Brésil. Toutefois, bien qu'aucune proposition de campagne du Président Trump ne mentionne explicitement le Brésil, le pays pourrait être impacté par la politique protectionniste américaine. Cela a déjà été le cas lors du premier mandat, au cours duquel les États-Unis ont imposé des quotas sur les exportations d'acier et d'aluminium brésiliens. L'agence de notation Moody's et la banque Bradesco anticipent déjà l'imposition par les États-Unis de droits de douane sur le Brésil, estimés à 5% et 25% respectivement.

Les États-Unis sont le deuxième partenaire commercial du Brésil, avec des échanges totaux s'élevant à 80,9 Md USD en 2024. Le Brésil importe principalement des machines et appareils, des produits pétroliers

raffinés, des avions et équipements aérospatiaux, et du gaz naturel. Les exportations brésiliennes vers les États-Unis sont composées en particulier de pétrole brut, de fer et d'acier, d'avions, et de café.

En revanche, les effets indirects pourraient être importants, se manifestant essentiellement à travers les dynamiques économiques mondiales dans un contexte international davantage incertain et hostile. Le Brésil pourrait tirer parti de l'intensification de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine par une dynamique de réorientation de la production des entreprises américaines vers des pays plus proches (*nearshoring*) et de diversification de leurs chaînes d'approvisionnement. **Bien qu'il soit plus éloigné géographiquement que le Mexique, le Brésil présente des atouts pour les investisseurs américains :** un environnement politique stable et démocratique, des institutions résilientes, un accès abondant aux ressources naturelles, et une énergie propre (près de 90% du mix électrique est décarboné). Ces caractéristiques pourraient favoriser l'implantation de projets américains dans des domaines tels que l'hydrogène vert, les datacenters, et l'industrie des semi-conducteurs.

Sur l'équilibre externe, la réélection de Donald Trump pourrait affecter les exportations brésiliennes, tant en volume qu'en prix. Une exacerbation des tensions commerciales mondiales, avec un renforcement du protectionnisme, provoquerait un ralentissement du commerce mondial et une contraction de la demande globale, pesant sur les prix des matières premières, principal produit d'exportation du Brésil. Ce scénario est d'autant plus préoccupant que le solde commercial du Brésil est largement dépendant des exportations de matières premières. Le pays serait alors encore davantage dépendant des flux

d'IDE entrants pour financer son déficit externe.

Des tensions accrues avec la Chine aggraverait davantage cette situation, la Chine étant le premier partenaire commercial du Brésil. Elle absorbe 28% des exportations brésiliennes, avec un excédent commercial de 31 Md USD en 2024 pour le Brésil. Une récession en Chine ou une diminution de ses importations pourrait impacter l'économie brésilienne, notamment dans les secteurs agricole (soja, maïs, bœuf et volaille), et extractif (minerai de fer, pétrole brut, pulpe de bois).

Le scénario « Trump » introduit des incertitudes quant à l'évolution des prix et du taux de change au Brésil, nécessitant une prudence accrue dans la conduite de la politique monétaire par la Banque centrale brésilienne (BCB). Sur le plan intérieur (Américain), Trump envisage une série de baisses d'impôts pouvant atteindre 10 000 Md USD sur quatre ans, stimulant ainsi la demande à court terme. Cependant, cette relance budgétaire pourrait entraîner une hausse des prix aux États-Unis, accentuant également l'inflation mondiale. Face à cette situation, la Banque centrale américaine (FED) pourrait opter pour une politique monétaire plus restrictive, en haussant ses taux d'intérêt. Cela risquerait d'attirer des capitaux vers les États-Unis, renforçant le dollar et limitant l'accès aux capitaux pour les économies émergentes. Ce scénario exercerait une pression supplémentaire vers la dépréciation du real brésilien. Cette dynamique pourrait contraindre la BCB à resserrer davantage sa politique monétaire, ce qui porterait un frein supplémentaire à la croissance économique au Brésil en augmentant les coûts d'emprunt et en réduisant les investissements.

Face à ce scénario, les analystes locaux soulignent que le gouvernement brésilien devrait accélérer les réformes structurelles pour renforcer sa résilience. Cela concerne notamment les fragilités budgétaires du pays, dont

le déficit nominal a atteint 9,5% en novembre 2024 (sur 12 mois glissants), et une dette publique qui devrait atteindre 92% du PIB à la fin de l'année, selon le FMI.

Le gouvernement se fixe 25 objectifs économiques avant la fin du mandat de Lula.

Le ministre des Finances, Fernando Haddad, a présenté au Président Lula une liste de 25 priorités pour l'agenda économique du gouvernement fédéral jusqu'à fin de son mandat en 2026. Ces objectifs devront marquer les grands chantiers économiques de la seconde moitié du mandat de Lula. Ils incluent plusieurs mesures déjà dévoilées fin 2024 dans le cadre du plan de réduction des dépenses budgétaires. L'exercice a également permis au Ministre Haddad de dresser un bilan des deux dernières années, mettant en lumière notamment la réduction de l'extrême pauvreté.

Les 25 objectifs annoncés s'articulent autour de trois grands piliers. Le premier vise à assurer la stabilité macroéconomique, incluant la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité indirecte (voir [brèves du 06 janvier 2025](#)), avec l'exemption de l'impôt sur le revenu pour les revenus mensuels allant jusqu'à 5 000 BRL (813 EUR), la réforme du régime de retraite des militaires, et le renforcement du cadre budgétaire. **Le second pilier se focalise sur l'amélioration de l'environnement des affaires,** avec des initiatives telles que le renforcement de la protection des investisseurs sur le marché des capitaux, l'adoption de résolutions bancaires ou encore la régulation des grandes entreprises de technologie. Enfin, **le troisième pilier se concentre sur le Plan de Transformation Écologique,** incluant l'émission de nouveaux titres durables, l'achèvement de la taxonomie durable, et une

amélioration des critères de durabilité du *Plano Safra*¹ et du *Renovagro*².

Bien que ces priorités s'alignent sur les attentes du marché, notamment en matière de réformes fiscales et de renforcement du cadre budgétaire, **leur mise en œuvre demeure le principal défi. Les analystes locaux identifient comme obstacle majeur l'absence d'un dialogue efficace entre le gouvernement et le Congrès** pour faire avancer les propositions avant les prochaines élections (octobre 2026). Par ailleurs, **le Président Lula a insisté sur l'importance d'une coordination renforcée entre les ministères pour assurer le succès des initiatives.**

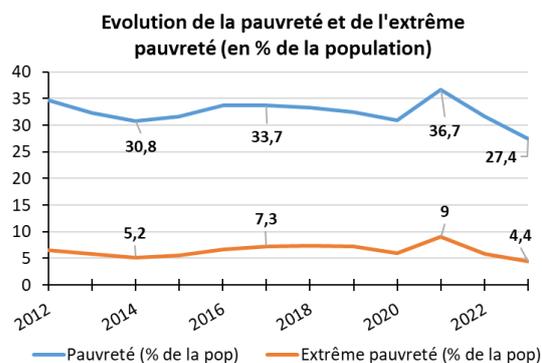
La pauvreté et l'extrême pauvreté tombent à des niveaux historiques en 2023.

La lutte contre la pauvreté semble porter ses fruits au Brésil, où les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté ont atteint des niveaux historiquement bas. Ces résultats proviennent d'une [étude](#) publiée par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE).

La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 USD par jour et par tête³ est tombée à 27,4% en 2023, soit environ 59 millions de Brésiliens, contre 31,6% en 2022. C'est la première fois que ce pourcentage passe sous la barre des 30% depuis le début de la série en 2012. Ainsi, près de 8,7 millions de personnes sont sorties de la pauvreté en un an, un chiffre équivalent à la population de la Suisse (8,9 millions).

Ce recul concerne également le nombre de Brésiliens en situation d'extrême pauvreté, définie par un revenu par habitant inférieur à 2,15 USD par jour⁴. En 2023, le Brésil

comptait ainsi 9,5 millions de personnes dans cette situation, soit 3,1 millions en moins par rapport à l'année précédente. La proportion de population concernée est passée à 4,4%, contre 5,9% en 2022. Pour la première dans la série historique, ce taux est descendu sous les 5%. Le précédent niveau le plus bas avait été observé en 2014, avec 5,2%.



Source: IBGE

Cette réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté s'expliquerait par deux facteurs principaux, selon les analystes de l'IBGE. Tout d'abord, la baisse de l'extrême pauvreté est largement attribuée à l'augmentation des prestations sociales, en particulier le programme *Bolsa Família*. Une simulation de l'Institut révèle qu'en l'absence totale de prestation sociale, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté aurait atteint 11,2% en 2023, soit 6,8 points de pourcentage de plus que le taux observé. Pour la réduction de la pauvreté, le dynamisme du marché du travail apparaît comme le principal moteur de la baisse observée. Contrairement à l'extrême pauvreté, les prestations sociales n'auraient pas joué un rôle significatif dans l'évolution de ce taux.

Malgré cette tendance positive, de profondes disparités persistent selon la région, la couleur de peau, le genre et

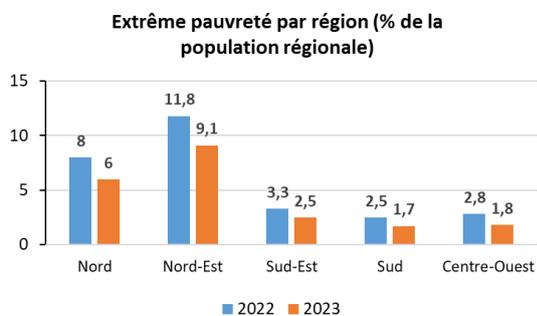
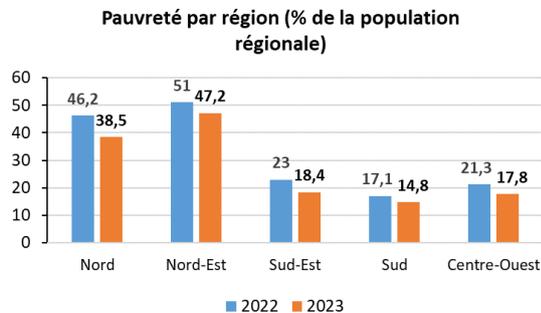
¹ Le *Plano Safra* est un programme du gouvernement qui vise à soutenir le secteur agricole en fournissant des crédits et des subventions pour les producteurs.

² Le *Renovagro* est un programme complémentaire au *Plano Safra*, axé sur la modernisation de l'agriculture et la transition vers des pratiques plus durables.

³ En termes de parité de pouvoir d'achat aux prix internationaux de 2017.

⁴ En termes de parité de pouvoir d'achat aux prix internationaux de 2017.

l'âge. Sur le plan géographique, bien que toutes les régions aient enregistré une baisse significative des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, **les régions du Nord-Est et du Nord restent les plus touchées, avec des taux nettement supérieurs à la moyenne nationale.**



Source : IBGE

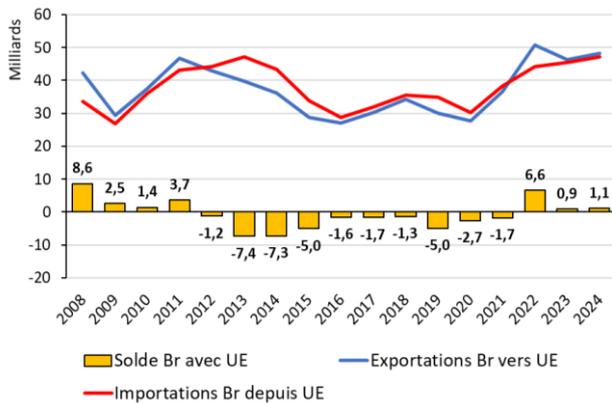
Les inégalités raciales restent marquées, le taux de pauvreté demeure nettement plus élevé chez les personnes métisses (35,5%) et noires (30,8%) par rapport aux personnes blanches (17,7%). **Les femmes sont également légèrement plus affectées (28,4%)** que les hommes (26,3%). En outre, **les enfants et adolescents de 0 à 14 ans sont les plus vulnérables**, avec un taux de pauvreté de 44,8%, contre seulement 11,3% pour les personnes âgées de plus de 60 ans.

Enfin, bien que la pauvreté et l'extrême pauvreté aient reculé, les inégalités socio-économiques demeurent prononcées. Avec un indice de Gini stable à 0,518 en 2022 et 2023, le Brésil reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

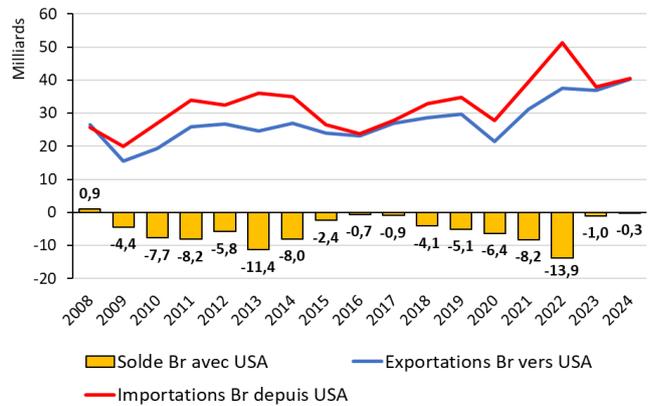
Graphiques de la semaine

Evolution des échanges commerciaux du Brésil avec ...

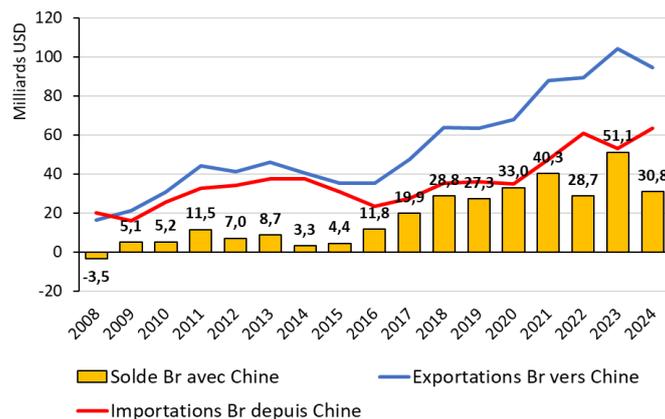
L'Union Européenne



Les Etats Unis



La Chine



Source : Comex Stat, MDIC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr